

Tout débat doit-il ouvrir sur l'action ?

Carole Boutet, Professeur de philosophie

La philosophie nous enseigne que les pensées n'ont pas à s'imposer les mêmes limites que les actes. Il est donc nécessaire, afin d'être libre, de s'écarter temporairement du chemin de l'action pour " s'orienter dans la pensée ". Mais le débat, nourri par l'expérience de chacun, a-t-il pour impératif de conduire à l'action ?

L'apparition de nouveaux lieux de débats dans la cité a souvent été interprétée comme le signe précurseur d'une révolution en germe. Pourtant, elle ne manifeste d'abord qu'une crise de sens. Portée par un besoin de rencontre de l'autre et de partage d'un " lieu social " qui n'impliquera pas toujours de " lieux communs ", par un désir de reconstruction d'une res-publica, elle se caractérise par la création d'espaces d'échanges intellectuels, avatars contemporains de l'agora. Elle signifie clairement une mise en mouvement et en réflexion des individus, un retour à une forme de souci voire d'intérêt politique, et ébauche la réhabilitation d'un espace de questionnement et de réflexion collectifs. À ces nombreux titres, elle offre à l'action des lieux de naissance possibles. Lit nouveau, inconfortable et partageux, plus exigeant qu'il n'y paraît, et où l'on peut rêver ensemble aux sens du monde et de l'homme, cette nouvelle géographie des lieux de débat présage, nous l'espérons, une compréhension critique de soi et de la société capable d'enfanter actions et réactions individuelles et collectives à toute forme de mépris et d'esclavagisme moderne.

UNE MISE EN MOUVEMENT

Ces nouveaux lieux de débat peuvent d'abord être diversement envisagés par leurs participants comme des lieux de rencontre, de possibilité de l'expression de soi ou même de recrutement associatif ou politique. Le nouveau venu s'apercevra rapidement qu'ils ne sont ni l'un ni l'autre mais plutôt, avec un peu de chacun de ces ingrédients, bien autre chose. Dans un café-philo par exemple, la présence physique de l'autre et la dimension éthique et morale inhérente au face à face, à la découverte des visages, créent d'emblée les conditions d'une rencontre véritable. Par ailleurs, la parole offerte à chacun sans distinction d'origine sociale, de diplôme ou d'appartenance associative caractérise la possibilité de l'expression de l'opinion de tous. Enfin, les questions de société qui peuvent être mises en débat induisent bien une réflexion " politique " dont chacun pourra éventuellement tirer conséquence en terme de choix d'un engagement éventuel. Toutefois aucun type de comportement en la matière n'est " attendu ".

Si ces lieux offrent simultanément ces dimensions variées, c'est parce qu'ils ne sont en fait que des espaces de mise en question. Le débat, par la rencontre de l'altérité intellectuelle, par la polarité qu'il fait naître entre une opinion et une autre (qui ne sont pas encore à proprement parler des idées raisonnées, critiquées mais qui le deviendront par les échanges et dialogues comme itinéraires du

sens), introduit des lignes de faille dans la plénitude des préjugés. Ce faisant il ménage un espace en creux entre deux avis (une " ab-sens "), dont la différence d'énergie va induire une mise en mouvement, une remise en question de l'opinion première à l'aune de la diversité et de la critique. Ainsi, le débat condamne chacun d'entre nous à s'arracher à l'immobilisme et à la sclérose de ses certitudes pour entrer sur le sentier incertain mais constructif de la recherche. Il nous met en mouvement et, nous projetant dans la remise en question individuelle dans un premier temps, nous " ouvre " au difficile chantier de soi par le passage de l'élaboration de l'idée à la construction de soi. Il s'agit là d'une première dimension de l'action : choisissant ce que j'ai à être, j'agis pour le devenir.

LE DÉBAT COMME CHANTIER SOCIAL

Ainsi l'action se présenterait comme un enfant naturel du débat, au moins en ce qui concerne sa dimension individuelle. L'opposition traditionnelle entre théorie et action paraît d'ailleurs, depuis Hegel, schématique. Le débat, parce qu'il offre les moyens d'un changement de la représentation que l'homme a de lui-même et du réel, ouvre à des démarches individuelles qui le modifient. Et nous devons ce prodige, nous l'avons vu, à la rencontre de l'argument différent. Notre pensée s'élabore donc dans et par les structures du collectif. Est-ce à dire pour autant que l'action collective serait, elle aussi, toujours impliquée par le débat ?

D'abord ces nouveaux lieux sur lesquels nous nous interrogeons ne sont pas souvent délibératoires. Il ne s'agit pas, dans la plupart des cas, de décider de telle ou telle action ou manifestation mais de tenter de comprendre. Les délibérations, si elles doivent exister, seront postérieures. Pourtant, les efforts pour penser avec davantage de précision, les relations entre le débat, théorique, et la pratique, conduisent à admettre, en principe, que toute avancée théorique peut avoir des répercussions dans la pratique. Marx affirme même que les vrais problèmes qui se posent à l'homme sont d'ordre pratique et que toutes les théories trouvent leur explication dans la praxis humaine. Leur explication peut-être, mais qu'en est-il de leur raison d'être ? La question n'est pas de savoir si toute action nécessite débat¹. Mais bien si tout débat s'avère vain s'il n'est pas suivi d'actes. Quel a priori militant nous interdirait-il de lui accorder une valeur en soi indépendante de l'action ?

D'autre part le débat comme affrontement d'arguments, proche du combat, ne mènera à un véritable consensus - celui qui serait nécessaire à la détermination, la validation, puis la réalisation d'une action collective ainsi légitimée - que dans un petit nombre de situations. Dans les autres cas, la majorité, aucun accord unanime sur une manière de penser le monde n'est obtenu et une véritable complicité du groupe dans l'action n'est pas envisageable. Situation difficile mais rassurante : aucune hégémonie d'une théorie ne s'exerce et aucun totalitarisme ne destitue le débat de sa quête essentielle. Cependant, le langage structurant la pensée, l'enrichissement lié à la multiplication des discours et des théories débattues va induire une diversification et une précision de nos manières de concevoir le monde qui pourront rendre possible, par la tolérance qu'elles impliquent, le choix d'une orientation commune pour l'action collective. Celle-ci ne sera pas alors le produit d'une complicité

tacite (sans débat) ou aveugle (sans critique), mais d'une attitude cohérente du groupe, et souffrira d'autant moins du risque d'erreur qu'elle sera issue de la " synthèse " d'une multiplicité de points de vue, ou, en d'autres termes, d'autant plus objective qu'elle sera le produit d'une intersubjectivité réelle. Mais d'aucuns devront alors se résoudre à une forme de compromis... Et l'action commune, validée par la majorité après délibération, sera issue d'une " volonté générale ", assimilable alors à une personne morale et prioritairement soucieuse de l'intérêt commun. L'action collective, si elle est rendue possible, ne le sera qu'au prix de ces limites.

L'ouverture du débat à l'action ne va pas de soi, et ce qui sous-tend cette situation rappelle l'une des grandes difficultés de la philosophie dans son histoire, à savoir la dissociation - au risque de la séparation - entre pensée et action². Cette distance n'est pas toujours dépassée, mais se trouve souvent médiatisée par la mise en place prudente d'une éthique. Cependant, " la pensée [pour se développer] a besoin d'errance et pour cela doit s'affranchir des fers de l'action "³. Elle ne doit donc pas être passée au crible de cette éthique. Par contre l'action, pour être légitimée, doit être mesurée à cette aune éventuellement collective, et proposée par le débat. Ce lien nécessaire mais non réciproque offre donc a priori à la pensée la possibilité de se libérer de l'éthique, mais affirme en même temps qu'a posteriori elle va pouvoir la réformer. Penser et pensée née de ces débats, dont l'essence est déjà intermédiaire et révèle une forme d'implication à défaut d'action, peuvent donc ouvrir sur celle-ci, mais n'y sont pas condamnés. Qu'en est-il alors de notre responsabilité ? N'est-elle pas radicalisée par une responsabilisation inhérente à la participation au débat ?

L'INÉVITABLE ENGAGEMENT

L'opinion commune nous présente souvent le débat, d'intellectuels ou d'érudits, comme inutile et même absurde en ironisant sur la préoccupation pour le sexe des anges de quelques savants protégés du monde et de l'action par de hauts murs alors qu'au dehors règnent la violence et la terreur. Mais cette critique est aisée : les sujets de débats contemporains concernent des préoccupations philosophiques essentielles (qu'est-ce qu'être libre ?) mais aussi d'actualité (la question de la violence). De plus, si le langage " in-forme " le réel et si le débat, multipliant les recours à la parole, permet de préciser cette structuration, nous pouvons supposer qu'il conduit à " penser mieux " et donc qu'il pourrait permettre " d'agir mieux ". En effet, l'effort d'objectivité du collectif et la sagesse d'un certain recul, celui du temps du débat qui protège des erreurs de la précipitation, peuvent permettre l'élaboration d'une attitude adéquate à toute situation. Nanti de ces potentialités, le débat véritable devrait donc toujours mener à l'action : il serait le lien incontournable entre " penser un monde meilleur " et le construire.

D'ailleurs l'engagement sartrien, caractérisant l'être humain comme l'acteur responsable du monde à venir, lui enjoint d'agir. Dans la mesure où l'homme, toujours en situation, ne peut en aucun cas prétendre à la neutralité ou à l'indifférence (il serait alors un " salaud "), il en va de son essence et de sa dignité d'entrer en action. Or, pour que son action soit légitime, elle doit être précédée d'une

compréhension, d'une " prise avec soi " du monde ainsi embrassé voire, dans l'indépassable intersubjectivité, d'une prise en compte, avec les autres dans le giron de l'exercice de la raison commune (à défaut d'universelle), de ce même monde. Chacun de nos choix engage notre responsabilité même quand ce choix est de ne pas agir. L'existentialisme⁴ nous annonce que si l'engagement peut prendre la forme de l'action politique révolutionnaire, il peut aussi prendre celle de la complicité tacite : ne pas s'engager délibérément, c'est être engagé aux côtés du pouvoir établi. À ce titre, les sociétés totalitaires ont besoin de ceux qui ne s'engagent pas. Or, c'est la recherche et la création de la valeur dans l'exercice de la liberté qui font l'essence de l'homme. Si cette recherche est commune, elle ne fera que s'enrichir d'autant. Sartre accordait d'ailleurs explicitement à la lecture comme rencontre entre auteur et lecteur le statut particulier de " compromission conjointe " : par cet effort, chacun des deux exerce sa liberté dans une situation historique commune. Encore faut-il qu'ils aient conscience de cette communauté ! Les lieux de débat dont nous parlons offrent au moins cette conscience, même si la " communauté ", nous l'avons vu, est difficile. Ils devraient donc non seulement ouvrir sur la possibilité de l'action choisie, voire légitimée par le collectif, mais au-delà y conduire, c'est-à-dire participer à la réalisation de l'homme comme être libre, conscient, social et responsable.

Plus qu'une nécessité de l'action véritable dans une société où précipitation et multiplication des activités font loi, le développement des nouveaux lieux de débat signifie plutôt la reconnaissance de cette " urgence de la pensée " dont parlait Marc Sautet. Penser ensemble pourrait être envisagé comme une démarche originale, imparfaite mais créative et rassurante. La société verrait croître en elle cette réaction critique avec bienveillance, comme un moyen auto-immune de défense contre ses pires dérives (l'ignorance et la lâcheté), et de construction d'un monde meilleur. Et ceci, au prix même d'écueils difficiles qui, du débat à l'action, nous conduiraient parfois à certaines compromissions et à " tremper [nos] mains dans la merde et dans le sang "⁵, mais rendraient au citoyen son rôle de sujet responsable, l'arrachant simultanément à l'inertie et à la passivité spectatrices aliénantes et mortifères. Une question de dignité individuelle et collective.

(1) En effet, une action, pour être reconnue comme telle, implique au moins réflexion, sans quoi elle se verrait destituée de son statut, et serait assimilable à l'effet aveugle du fonctionnement d'un pur mécanisme ou déterminisme, incompatible avec l'idée de liberté présumée ici : un mouvement de foule ne peut être caractérisé comme une action, il est plutôt signe d'aliénation.

(2) Le philosophe doit-il ou non " redescendre " dans la caverne et mettre la main à la pâte du politique ?

(3) Cf article de Youlountas Y., in *Démos & Sophia*, déc. 1999.

(4) Sartre, lui-même, avait appelé les intellectuels à " descendre " débattre dans la cité.

(5) Jean-Paul Sartre, dans *Les mains sales*.